

SECRETARIAT GENERAL
Service des achats et des finances
Sous-direction de la gestion financière et des achats
Bureau des achats mutualisés d'administration centrale
139 rue de Bercy – Paris 12^{ème}

**Fourniture et livraison de denrées alimentaires pour l'Hôtel des
ministres, le restaurant de direction le Cercle et le centre de
conférences Pierre Mendès France
des ministères économiques et financiers (MEF)**

**Cahier des clauses administratives particulières
(CCAP)**

Numéro de consultation : BAMAC-2026-352-alimentaire

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

SOMMAIRE

.....	1
Article 1 - DEFINITION	4
Article 2 - OBJET	4
Article 3 - ALLOTISSEMENT	4
Article 4 - FORME ET ETENDUE	5
Article 5 - DUREE	5
5.1 Cadre général.....	5
5.2 Reconductions.....	6
Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
Article 7 - MODALITES D'EXECUTION	6
7.1 Représentation des parties	6
7.1.1 Représentation de l'acheteur	6
7.1.2 Représentation du titulaire	6
7.2 Conditions d'exécution.....	7
7.2.1 Pilotage.....	7
7.2.2 Remplacement des intervenants	7
7.2.3 Emission et exécution des commandes	7
7.2.4 Délais d'exécution des prestations	8
7.2.5 Exigence relatives aux prestations	8
7.2.6 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques	9
7.3 Obligations du titulaire	9
7.3.1 Obligation de conseil	9
7.3.2 Obligation d'information	9
7.3.3 Obligations de confidentialité	9
7.3.4 Mesures de sécurité : liste des personnes assurant les livraisons	9
7.4 Responsabilité du titulaire	10
7.5 Considération sociale	10
7.6 Constatation de l'exécution des prestations	10
7.7 Considérations environnementales	10
7.7.1 Généralités	10
7.7.2 Etablissement d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)	10
7.8 Traitement des données à caractère personnel	11
7.9 Pénalités	11
7.9.1 Pénalités de retard.....	11
7.9.2 Pénalités pour livraison non-conforme	11
7.9.3 Pénalités pour mauvaise qualité d'exécution des prestations	11
7.9.4 Pénalités pour non-respect des obligations déclaratives.....	12
7.9.5 Pénalités pour dysfonctionnement dans les modalités de facturation	12
7.9.6 Pénalités pour non-transmission du plan de maîtrise sanitaire (PMS)	12
7.9.7 Pénalités pour non-transmission du bilan d'activité	12
7.9.8 Pénalités pour non-respect de la communication du bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition	12
7.9.9 Plafonnement des pénalités	12
Article 8 - REGIME FINANCIER	12

8.1	Forme et contenu des prix.....	12
8.2	Variation des prix	13
8.3	Clause de sauvegarde.....	14
8.4	Offres promotionnelles.....	14
8.5	Clause de réexamen.....	14
8.6	Avances	15
8.7	Modalités financières	15
8.7.1	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	15
8.7.2	Intérêts moratoires	15
8.7.3	Modalités de facturation	16
8.8	Suivi financier du montant maximum.....	17
Article 9	- DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
9.1	Echanges dématérialisés	17
9.2	Langue	17
9.3	Sous-traitance	17
9.4	Assurances	18
9.5	Autres obligations administratives	18
9.6	Résiliation	19
9.7	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	19
9.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence ..	19
9.9	Plan de progrès	22
9.10	Différends	22
9.11	Litiges et contentieux	23
Article 10	- DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	23
Article 11	- ANNEXE	23

Article 1 - DEFINITION

- **Acheteur** : Les ministères économiques et financiers (MEF) sont représentés par le bureau des achats mutualisés de l'administration centrale (BAMAC), porteur juridiquement du présent accord-cadre ;
- **Titulaire, prestataire** : le prestataire cocontractant de l'administration sur le fondement de l'accord-cadre ;
- **Accord-cadre** : support contractuel sur la base duquel sont émis des bons de commandes ;
- **CCAG-FCS** : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, version en vigueur à la date du présent marché ;
- **Bon de commande** : acte pris par un service du commanditaire dans le cadre de l'accord-cadre sur la base duquel il assure le financement de la prestation.

Article 2 - OBJET

L'accord-cadre a pour objet la fourniture et la livraison de denrées alimentaires pour l'Hôtel des ministres (HDM) et le restaurant de direction Le Cercle des ministères économiques et financiers (MEF).

Le centre de conférences Pierre Mendès France (PMF) pourra être amené à commander les prestations relatives à la boulangerie (lot n°7).

Le détail des prestations est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

L'accord-cadre est alloti et porte sur des prestations de fournitures.

Le présent CCAP est commun à l'ensemble des lots.

Article 3 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est divisé en 11 lots, chacun faisant l'objet d'un accord-cadre autonome et distinct :

N°	Intitulés des lots
1	Boucherie
2	Volaille
3	Charcuterie
4	Produits de la mer
5	Fruits et légumes
6	Fromages affinés et crèmerie
7	Boulangerie
8	Epicerie généraliste
9	Epicerie spécialisée italienne
10	Produits frais et surgelés de restauration
11	Produits du terroir

Article 4 - FORME ET ETENDUE

L'accord-cadre est conclu selon la procédure d'appel d'offres conformément aux articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique (CPP).

Les lots n°3, n°6, n°7, n°9, n°10 et n°11 sont mono-attributaires.

Les lots n°1, n°2, n°4, n°5 et n°8 peuvent être conclus avec plusieurs prestataires (multi-attribution - cf. tableau ci-après) sous réserve d'un nombre suffisant de candidats.

Chaque lot s'exécute par l'émission de bons de commande sans minimum et avec un montant maximum (cf. tableau ci-après).

N° lot	Intitulés lots des lots	Nombre attributaires maximum	Montant maximum en euros HT sur 4 ans
1	Boucherie	2	510 000€ HT
2	Volaille	2	240 000€ HT
3	Charcuterie	1	200 000€ HT
4	Produits de la mer	2	1 060 000€ HT
5	Fruits et légumes	2	1 770 000€ HT
6	Fromages affinés et crèmerie	1	670 000€ HT
7	Boulangerie	1	520 000€ HT
8	Epicerie généraliste	2	530 000€ HT
9	Epicerie spécialisée italienne	1	90 000€ HT
10	Produits frais et surgelés de restauration	1	360 000€ HT
11	Produits du terroir	1	110 000€ HT

Les lots cessent automatiquement de produire leurs effets dès lors que leur montant maximum est atteint, et ce, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 5 - DUREE

5.1 Cadre général

Chaque lot est conclu pour une durée ferme de deux ans **à compter du 1^{er} février 2027 (date de prise d'effet).**

Par dérogation à l'article 13.1.1 CCAG/FCS, chaque lot peut être notifié à une date antérieure à sa prise d'effet.

5.2 Reconductions

Chaque lot est tacitement reconductible pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction :

- la décision fait l'objet d'une décision expresse de la part de l'acheteur, notifiée au titulaire deux mois avant la date anniversaire de la prise d'effet du lot concerné,
- le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au présent accord-cadre pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci,
- le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

La durée maximale de chaque lot est de quatre ans.

Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives pour chaque lot sont, **par ordre de priorité décroissante** :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) accompagné :
 - de l'annexe financière (bordereau des prix unitaires (BPU) pour le lot n°7 ;
 - et pour les autres lots, soit le catalogue fournisseur dématérialisé ou un accès au catalogue fournisseur soit la mercuriale des produits disponibles à la vente ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le mémoire technique (cadre de réponse) du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- les bons de commande.

Toute mention portée sur une documentation transmise par le titulaire contraire aux pièces constitutives de l'accord-cadre (acte d'engagement, CCAP, CCTP ou du CCAG/FCS) est réputée non-écrite. **Le CCAG/FCS n'est pas fourni. Il doit être connu du titulaire.**

Article 7 - MODALITES D'EXECUTION

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès notification du lot concerné, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

7.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Conditions d'exécution

7.2.1 Pilotage

Réunion de lancement

Dès notification de l'accord-cadre, une réunion de lancement (en présentiel dans les locaux de l'acheteur, visio ou audioconférence) peut être organisée, en cas de besoin, entre le titulaire et l'acheteur.

Cette réunion a pour objet de permettre au titulaire de mettre en place l'organisation et les moyens à mettre en œuvre pour l'exécution des prestations.

A l'occasion de cette réunion, le titulaire et l'acheteur échangent notamment les coordonnées de leurs représentants respectifs chargés du suivi du marché.

Réunion en cours d'exécution

En tant que de besoin, sur demande du titulaire ou de l'acheteur, des réunions peuvent être organisées en cours d'exécution.

Réunion de bilan

En cas de besoin, et au plus tard 2 mois avant la fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve la possibilité d'organiser une réunion de bilan (en présentiel dans les locaux de l'acheteur, en visio ou audioconférence) avec le titulaire. Cette réunion est à l'initiative de l'acheteur.

7.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus est motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 5 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Le non-remplacement d'un intervenant par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire (**cf. article 9.6 du présent CCAP**).

7.2.3 Emission et exécution des commandes

➤ Modalités de commande

Les commandes sont initiées par le chef des cuisines ou de pâtisserie de l'HDM ou leurs représentants, et par la cellule achats du centre de conférence PMF (pour le lot n°7 Boulangerie).

S'agissant des lots multi-attributaires (n°1-2-4-5-8), les commandes sont passées en alternance, sans hiérarchisation ni exclusivité, pour chaque besoin, auprès du titulaire dont l'offre est la plus appropriée au regard des caractéristiques des denrées requises pour la composition des menus arrêtés par les cuisines de l'HDM.

Ce choix tient compte notamment :

- de la nature des produits nécessaires à la préparation du menu concerné ;
- des spécificités qualitatives ou des gammes proposées par chaque titulaire ;
- des disponibilités annoncées au moment de la commande ;
- des contraintes logistiques et calendaires propres au service.

➤ **Bons de commande sous CHORUS :**

Les commandes font ensuite l'objet d'un bon de commande Chorus.

Les bons de commande sont passés sur la base des prix unitaires (hors taxes) figurant, **selon les lots, soit sur la mercuriale, l'annexe financière à l'acte d'engagement ou le catalogue fournisseur.** Toute signature de bon de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont adressés au titulaire par courriel. A cet effet, une adresse mail dédiée sera communiquée par le titulaire à l'acheteur lors de la réunion de lancement.

La réception du bon de commande Chorus par le titulaire vaut date de notification et ordre d'exécution de la prestation. Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Les bons de commande comportent notamment les éléments repris ci-dessous :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro et la date du marché (accord-cadre) ;
- la désignation des produits commandés ;
- le lieu, délai et date de livraison ;
- le taux de TVA applicable ;
- le montant TTC des articles commandés ;
- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la dénomination et l'adresse de facturation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. **La durée d'exécution d'un bon de commande émis le dernier jour de validité du marché ne peut excéder 3 mois.**

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

7.2.4 Délais d'exécution des prestations

Les fréquences et horaires de livraison sont indiqués à **l'article 6.2 du CCTP.**

Le titulaire doit être en mesure de respecter ces délais tout au long de l'exécution du marché.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

Si aucune demande expresse n'est transmise, des pénalités de retard peuvent s'appliquer (**cf. article 7.9.1 du présent CCAP**).

7.2.5 Exigence relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

7.2.6 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

7.3 Obligations du titulaire

7.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire s'engage à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins de l'acheteur.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

7.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

7.3.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du lot concerné aux torts du titulaire (**cf. article 9.6 du présent CCAP**).

7.3.4 Mesures de sécurité : liste des personnes assurant les livraisons

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'accès à l'Hôtel des Ministres est conditionné à la réalisation d'une enquête de sécurité pour les personnels susceptibles de pénétrer dans cette enceinte. Il s'agit d'une enquête administrative diligentée, à la demande du ministère, par l'autorité administrative compétente en la matière (préfet de police) et destinée à vérifier que les caractéristiques de la personne physique ou morale intéressée ne sont pas incompatibles avec l'accès au site envisagé. Cette enquête peut donner lieu à la consultation des traitements automatisés de données personnelles (fichiers), conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code de la défense.

L'avis rendu n'a pas à être motivé.

7.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.5 Considération sociale

Dans le cadre de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes affectés à l'exécution du présent accord-cadre, le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

7.6 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification, tant quantitative que qualitative, sont précisées à l'article 9 du CCTP.

7.7 Considérations environnementales

7.7.1 Généralités

La prise en compte de considérations environnementales est prévue aux articles 7 et 12 du CCTP.

7.7.2 Etablissement d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'[article L.229-25 du code de l'environnement](#) afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'[arrêté du 25 janvier 2016](#) relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'[article L. 225-102-1 du code de commerce](#) ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

En cas de non-respect, le titulaire encourt une pénalité (cf. article 7.9.8 du présent CCAP).

7.8 Traitement des données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

7.9 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont précomptées sur les factures à venir.

7.9.1 Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

L'ensemble des manquements est répertorié sur la fiche de relevé d'incident (**cf. annexe n°1 au CCTP**).

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, si du seul fait du titulaire, le délai d'exécution prévu lors de la demande de prestation est dépassé, celui-ci encourt, sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, des pénalités de retard définie comme suit : une pénalité de **30 euros TTC** peut être appliquée par jour de retard à partir de la 3^{ème} livraison dont le délai de livraison n'a pas été respecté.

7.9.2 Pénalités pour livraison non-conforme

En cas de livraison non-conforme, identifiée dans **l'annexe 1 au CCTP**, une pénalité correspondant à **10 %** de part des marchandises non-conformes peut être appliquée.

7.9.3 Pénalités pour mauvaise qualité d'exécution des prestations

Si du seul fait du titulaire, après plusieurs constats avérés, la qualité d'exécution des prestations est dégradée, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **300 euros TTC**.

7.9.4 Pénalités pour non-respect des obligations déclaratives

Le titulaire encourt des pénalités en cas de retard dans la transmission d'informations relatives à sa société, à savoir : En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations à l'acheteur dans les 15 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de **40 euros TTC** par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord-cadre.

7.9.5 Pénalités pour dysfonctionnement dans les modalités de facturation

Tout dysfonctionnement répété dans le processus de facturation donne lieu à une pénalité de **150 euros TTC** par manquement constaté.

7.9.6 Pénalités pour non-transmission du plan de maîtrise sanitaire (PMS)

En cas de non-transmission du plan de maîtrise sanitaire par le titulaire (**cf. article 10 du CCTP**), une pénalité de **100 euros TTC** par semaine de retard peut être appliquée par l'acheteur.

7.9.7 Pénalités pour non-transmission du bilan d'activité

En cas de non-transmission du bilan d'activité (**cf. article 13 du CCTP**), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de **100€ TTC**.

7.9.8 Pénalités pour non-respect de la communication du bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de 100€ est appliquée par jour de retard.

7.9.9 Plafonnement des pénalités

Par dérogation au CCAG de référence, le montant total des pénalités encourues est plafonné à hauteur de 10% du montant annuel HT des bons de commande émis.

Article 8 - REGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro. Les prix s'entendent Hors Taxes.

Les prix sont unitaires.

Selon les lots, les prix sont basés :

- sur une mercuriale ;
- dans une annexe financière (lot n°7) ;
- dans un catalogue fournisseur dématérialisé ou accès catalogue.

S'agissant des prix issus d'une mercuriale : Ils sont établis selon les conditions économiques de la dernière mercuriale en cours. Ils sont fixés en fonction du cours moyen du jour des cotations des prix des marchés d'intérêt nationaux (MIN) établis par le Réseau des Nouvelles des Marchés (**RNM**) de France Agrimer pour les lots concernés. Les cotations sont consultables sur le site Internet : <https://rnm.franceagrimer.fr>

Les produits sont rémunérés en appliquant aux quantités commandées les prix indiqués sur les devis estimatifs et quantitatifs valant bordereau de prix pour les produits frais.

L'acheteur devra également avoir accès à l'intégralité des produits proposés par le titulaire dans son offre de produits durant toute l'exécution de l'accord-cadre.

En complément de l'article au 10.1 du CCAG de référence, les prix sont réputés inclure :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- tous les frais afférents s'il y a lieu au conditionnement, à l'emballage, au stockage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison ;
- toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations ;
- tous les frais de déplacement des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

8.2 Variation des prix

Pour chaque lot, les prix sont inchangés durant la période indiquée dans la colonne « fréquence d'ajustement des prix » du tableau ci-après, dès la notification du lot concerné.

Ils peuvent varier à la hausse ou à la baisse en fonction du barème du titulaire appliqué à l'ensemble de sa clientèle, dès lors que les titulaires communiquent préalablement le barème à l'acheteur.

Toutefois, les variations de prix du barème ne peuvent être supérieures à celles constatées pour les mêmes produits sur la cotation RNM du marché d'intérêt national le plus proche.

L'application des nouveaux tarifs ne peut se faire sans l'accord de l'acheteur. Ces nouveaux prix sont applicables à compter de la commande suivante.

Les prix sont ajustables, à l'initiative du titulaire, selon la périodicité fixée ci-après.

N° Lots	Intitulés des lots	Fréquence ajustement des prix	Indices de référence : RNM = Réseau des nouvelles du marché
1	Boucherie	Mensuelle	Cotation RNM
2	Volaille	Mensuelle	Cotation RNM
3	Charcuterie	Mensuelle	Cotation RNM
4	Produits de la mer	Quotidienne	Cotation RNM
5	Fruits et légumes	Hebdomadaire	Cotation RNM
6	Fromages affinés et crèmerie	Trimestrielle	Cotation RNM
7	Boulangerie	Annuelle	/
8	Epicerie généraliste	Semestrielle	/
9	Epicerie spécialisée italienne	Semestrielle	/
10	Produits frais et surgelés de restauration	Semestrielle	Cotation RNM
11	Produits du terroir	Hebdomadaire	Cotation RNM

Particularité du lot n°7 « Boulangerie » :

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, la fréquence normale d'ajustement des prix est annuelle.

Les prix sont ajustés à la hausse comme à la baisse, en fonction des tarifs que le titulaire pratique vis-à-vis de sa clientèle, à charge pour celui-ci de les justifier, **en cas de demande de l'acheteur.**

A titre exceptionnel, les prix peuvent être ajustés au maximum 1 fois par semestre dans les conditions suivantes : **à l'initiative du titulaire en cas de très fortes augmentations des matières premières. Dans ce cas, l'augmentation demandée par le titulaire doit être dûment justifiée auprès de l'acheteur.**

Particularité des lots n°8 « Epicerie généraliste » et n°9 « Epicerie spécialisée italienne » :

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, la fréquence d'ajustement des prix est semestrielle.

Les prix sont ajustés à la hausse comme à la baisse, en fonction des tarifs que le titulaire pratique vis-à-vis de sa clientèle, à charge pour celui-ci de les justifier, **en cas de demande de l'acheteur.**

Information commune aux lots n°7, n°8 et n°9 : Quelle que soit la fréquence d'ajustement, les nouveaux tarifs doivent être notifiés, à l'acheteur, **au moins un mois avant la date prévue du changement des tarifs** aux adresses suivantes :

achats-hdm-cercle.bercy@finances.gouv.fr

gestion-devispmpf.bercy@finances.gouv.fr

safi.bamac@finances.gouv.fr

achats-transverses.sg-sep2c@finances.gouv.fr

L'application des nouveaux tarifs ne peut se faire sans l'accord express de l'acheteur, lequel informera le titulaire, par retour de mail sous 10 jours.

Toute commande reçue antérieurement relève de l'ancien tarif. Les prix ajustés n'ont pas à être constatés par avenant.

Si le titulaire ne transmet aucun tarif ajusté, les prix initiaux continuent de s'appliquer.

8.3 Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation de plus de 10 % des prix, l'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre concerné (**cf. article 9.6 du présent CCAP**), sans indemnité pour le titulaire, sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

8.4 Offres promotionnelles

Les promotions sont appliquées conformément aux règlements existants.

Le titulaire applique à l'acheteur tout rabais et remises, accordés à l'ensemble de sa clientèle grands comptes, sous réserve de garantir la même qualité de produits.

Dans l'hypothèse où le prix promotionnel est inférieur aux prix remisés, le prix promotionnel s'applique durant toute la période où il s'applique.

8.5 Clause de réexamen

La fréquence d'ajustement des prix peut être réduite pour certains lots en raison de conditions climatiques particulières.

Pour tout évènement périodique (fêtes de fin d'année, etc.), chaque titulaire adresse une liste de tarifs pour tout complément de produits qui seraient référencés pour une période spécifique.

Par ailleurs, sur **demande très motivée du titulaire**, l'acheteur peut accepter une hausse de prix exceptionnelle.

8.6 Avances

Le taux de l'avance est de 5% du montant du bon de commande.

Ce taux est porté à 30% lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Cette avance est versée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11/12 du Code susvisé.

8.7 Modalités financières

8.7.1 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Le comptable assignataire compétent est le **Service du Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel (SCBM) rattaché aux Ministères économiques et financiers situé au 120 rue de Bercy – 75572 Paris cedex 12.**

8.7.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivant du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à **40 euros TTC**.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

8.7.3 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur présentation de facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement sur le compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- les noms, le n° de SIRET et l'adresse du titulaire,
- son numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- le numéro du marché et sa date de notification,
- le numéro du bon de commande Chorus,
- la description des prestations faisant l'objet de la facture,
- le prix total hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date de la facture.

Taux de TVA :

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Monnaie applicable :

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Modalités de transmission des factures :

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

8.8 Suivi financier du montant maximum

Afin de permettre un suivi de l'exécution financière de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de produire à **une fréquence annuelle un état de consommation**. Cet état reprend la liste des bons de commande émis par l'acheteur faisant apparaître la date, l'objet et le montant.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent messagerie électronique :

Pour les échanges administratifs et juridiques : safi.bamac@finances.gouv.fr

Pour les échanges techniques et l'exécution comptable : une adresse mail de contact est communiquée lors de la réunion de lancement avec le titulaire.

9.2 Langue

Les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit accompagné d'une traduction en français, à sa charge.

9.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

9.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

9.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les 6 mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la boîte fonctionnelle suivante :

safi.bamac@finances.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte le nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

9.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- non-remplacement d'un intervenant (**cf. article 7.2.2 du présent CCAP**) ;
- violation de l'obligation de confidentialité (**cf. article 7.3.3 du présent CCAP**) ;
- en cas d'augmentation de plus de 10 % des prix (**cf. article 8.3 du présent CCAP**).

9.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence. Il en informera le titulaire.

9.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat.

Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'événement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'événement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire :

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'événement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. [Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur :

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché concerné sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'une commande.

L'annulation d'une commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (**cf. article 46.2 CCAG-FCS**) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

9.9 Plan de progrès

Les Ministères économiques et financiers entretiennent une relation éthique et équilibrée avec leurs fournisseurs.

Dans cet esprit, les parties contribuent à une démarche d'amélioration continue à travers la conception et la mise en œuvre d'un plan de progrès.

A titre d'exemples, les axes de progrès pouvant être proposés sont :

- Présentation régulière par le fournisseur d'offre promotionnelle et de nouveaux produits au moyen de contenus visuels / d'échantillon utiles pour aider les cuisines ministérielles dans leur choix et le renouvellement de leurs recettes ;

- Valorisation des démarches solidaires en faveur de la redistribution des stocks non vendus à des associations caritatives.

A l'issue de la période ferme d'exécution du marché, le titulaire présente un bilan synthétique (sous forme de mail) détaillant les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et, le cas échéant, propose des ajustements.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduit à modifier les stipulations du contrat, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

9.10 Différends

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus- mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : safi.bamac@finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

9.11 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris - 7 rue de Jouy - 75004 Paris. Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article 10 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Cet article déroge à l'article 1 du CCAG-FCS.

Les dispositions du présent CCAP prévalent sur toutes les dispositions du CCAG-FCS qui leur seraient contraires.

Article 11 - ANNEXE

Le présent CCAP ne comprend pas d'annexe.